

États-Unis d'Amérique



À : Négociateurs des États-Unis à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

En 2015, les États-Unis jouèrent un rôle clé lors des négociations des accords de Paris. Accord dans lequel les États se sont mis d'accord pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C (article 2). En 2020, les États-Unis se sont officiellement retirés des accords de Paris et ont, pendant quatre ans, annulé les réglementations fédérales sur les émissions de CO₂ des voitures, des poids lourds et des centrales électriques. Sous l'administration du président Biden, les États-Unis réintègrent à nouveau les accords de Paris. Nous devons décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions de CO₂.** Ces dernières années, les émissions des États-Unis ont diminué et sont maintenant inférieures d'environ 13% par rapport à leur niveau de 2005. Cependant, les émissions devraient sensiblement augmenter si aucune mesure n'est prise et étant donné les politiques actuelles qui promeuvent l'exploitation du pétrole, du charbon et du gaz naturel. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel. (cf. verso pour des données supplémentaires)
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître le boisement (afforestation).**
- 3. Si nous voulons contribuer, et de combien, aux fonds internationaux pour le climat.** Ces fonds sont destinés à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Les études menées aux États-Unis ont montré que le changement climatique affecte d'ores et déjà les 50 États et que sans une réduction drastique des émissions mondiales de GES, les conséquences n'en seront que plus sévères.

Opinion publique

Une majorité des citoyens américains, pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui régleraient ce problème. Cependant, beaucoup s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. Pour de nombreux citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage. La majorité de la population s'oppose à un quelconque accord qui ferait porter une charge excessive sur notre économie alors que les émissions des pays en développement continuent de croître.

Opportunités

Pour le Forum économique mondial, le changement climatique est le premier risque mondial auquel font face les sociétés. Pour l'agence fédérale chargée du contrôle et de régulation des marchés financiers américains (CFTC), le changement climatique constitue un risque significatif pour l'économie américaine et son système financier. Dans le même temps, les coûts des énergies renouvelables ont diminué fortement ces dernières années et sont compétitifs avec les énergies fossiles dans de nombreux domaines.

Action nationale

A Paris, les États-Unis se sont engagés à réduire de 26-28% leurs émissions d'ici 2025 par rapport à 2005. La réalisation de cet engagement dépend du succès de la mise en place de mesures de régulation des émissions des centrales électriques, de l'amélioration du rendement énergétique des véhicules et des actions prises aux niveaux des villes et des États. Cependant, l'administration Trump est revenue sur les mesures fédérales permettant de limiter les émissions et il n'est pas certain que les États-Unis puissent maintenir des réductions constantes de leurs émissions. Les divisions entre et au sein des partis, les intérêts économiques liés avec l'industrie des énergies fossiles, rendent les objectifs climatiques ambitieux difficiles à atteindre.

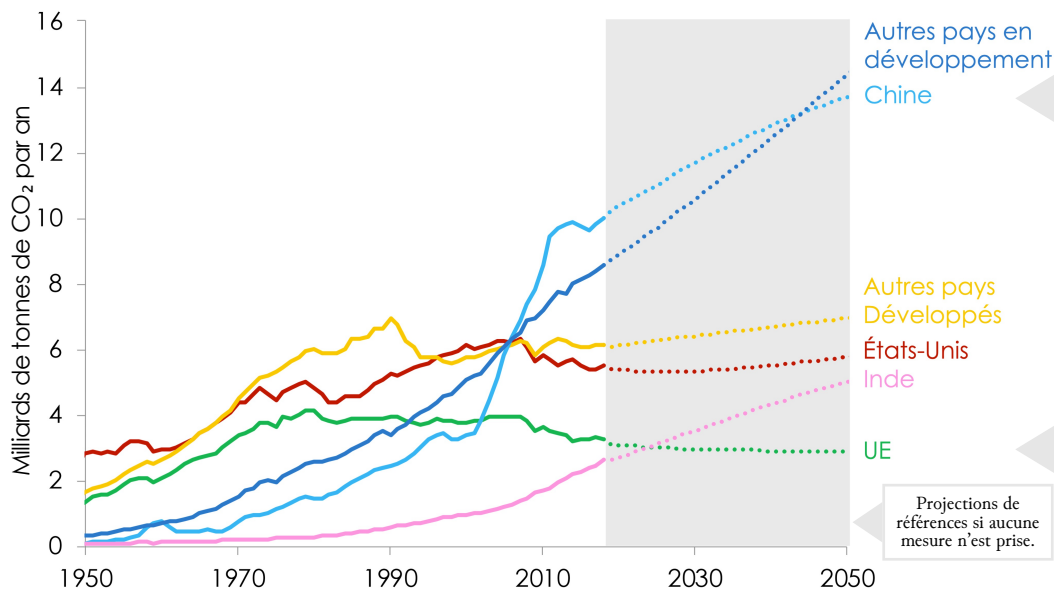
Forêts et utilisation des sols

Les États-Unis comptent 304 millions d'hectares de forêts, soit un tiers de son territoire. Protéger les forêts existantes et en planter de nouvelles pourrait séquestrer du carbone de l'atmosphère .

Contexte international

- La taille de l'économie chinoise est à peu près égale à celle des États-Unis, mais sa croissance est bien plus rapide et elle génère plus de 25% des émissions mondiales de CO₂. A Paris, la Chine s'est engagée à atteindre le pic de ses émissions d'ici 2030. Elles seront alors plus de deux fois supérieures à celles des États-Unis. La Chine continue à investir dans l'industrie du charbon. La Chine doit réduire ses émissions pour que les États-Unis envisagent de prendre des mesures.
- Entre-temps, les émissions de pays en développement, comme l'Inde, augmentent très rapidement. En 2050, sans réductions, les émissions des pays en développement représenteront plus de deux fois celles des pays développés. Leurs émissions doivent diminuer. Il n'est pas acceptable que ces pays demandent aux États-Unis et aux autres pays développés de réduire leurs émissions alors que les leurs continuent d'augmenter.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles



La **Chine** est le plus grand émetteur de CO₂ au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des **pays en développement** devraient doubler d'ici 2100.

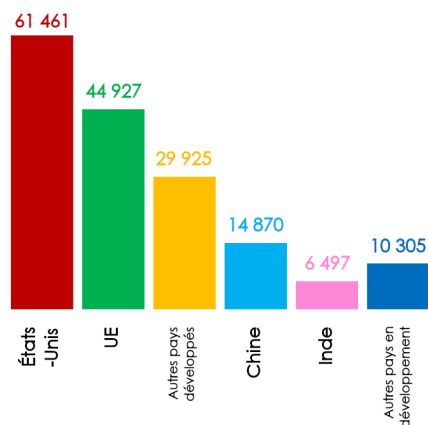
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions de CO₂ de 4,5% par an entre 1976 et 1986.

La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions les plus significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Plus récemment, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 3,5%/an en moyenne entre 2007 et 2017.

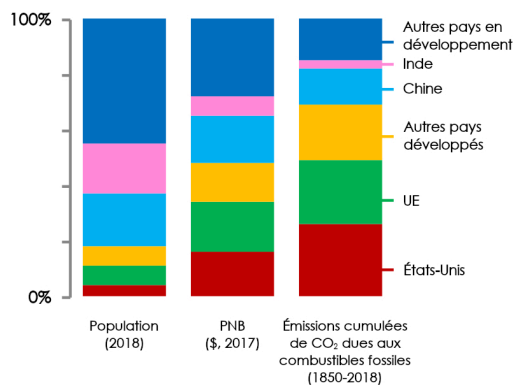
Projections de références si aucune mesure n'est prise.

PNB par personne

(à parité du pouvoir d'achat en US Dollars, 2017)

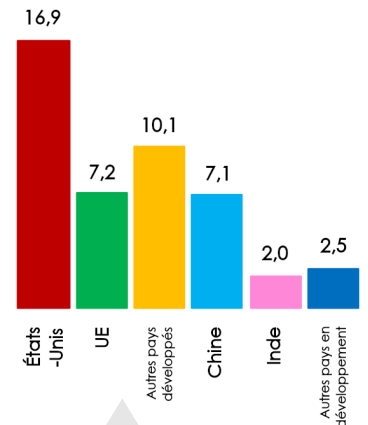


Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne

(tonnes de CO₂ par an, 2018)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (**États-Unis**, **UE** et les **autres pays développés**) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (**Chine**, **Inde** et **autres pays en développement**) dépassent de beaucoup celles des pays développés. Si aucune action n'est entreprise, les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 42% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions de CO₂ du secteur énergétique par personne ont augmenté de façon spectaculaire en **Chine** et en **Inde** (respectivement de 380% et 360%) mais ont diminué aux **États-Unis** et dans l'**UE** (respectivement de 20% et 28%).